

Chronologies

Chypre: 16 octobre 2009 - 31 mars 2010

19-20 octobre: Visite à Chypre du nouveau Premier ministre de Grèce, Georges Papandréou.

27 octobre: la Cour des droits de l'homme de Strasbourg sur requête des époux Kallis déclare que leur fils, un soldat chypriote, a été tué le 3 juillet 1996 par l'armée turque dans la zone tampon de Chypre en violation de l'article 2 - sur le droit à la vie - de la Convention européenne des droits de l'homme.

7 novembre: inauguration en présence de Pierre Lellouche, secrétaire d'Etat français aux Affaires européennes du nouvel aéroport de Larnaca construit par l'entreprise Bouygues.

8 décembre: L'Union européenne a déploré le refus de la Turquie de reconnaître la République de Chypre et d'accepter l'accès de ses ports et aéroports aux bateaux et avions de cet Etat sans prendre pour autant de nouvelles actions contre Ankara.

11 décembre: Le corps de l'ancien président de la République Tassos Papadopoulos a été dérobé au cimetière de Nicosie où il se trouvait. Le 8 mars 2010 ce corps a été retrouvé dans un autre cimetière de la capitale chypriote. Le mystère sur ce vol n'a pas été élucidé par la police.

14 décembre: le Conseil de sécurité de l'ONU exhorte les Chypriotes grecs et turcs à intensifier leurs efforts en vue de la réunification de l'île et prolonge le mandat de la force de paix des Nations Unies jusqu'au 15 juin 2010.

19 janvier: La Cour d'appel de Londres a rejeté le recours des époux Orams, un couple de Britanniques condamnés par la justice chypriote à détruire leur maison construite en zone occupée sur un terrain appartenant à des Chypriotes grecs. On estime que 14 000 étrangers ont acheté des maisons et des terrains en zone occupée, appartenant pour la plupart d'entre eux à des Chypriotes grecs, dépouillés de façon illégale de leurs biens.

31 janvier – 2 février: Visite à Chypre du Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, dont la réception par Mohamed Ali Talat, le chef de la communauté chypriote turque dans son «palais présidentiel» a entraîné la réprobation de plusieurs partis chypriotes grecs.

15 janvier: le président Christofias a indiqué au Conseil national – organe consultatif composé des représentants des partis politiques chypriotes – la teneur de ses négociations en tête avec Mehmet Ali Talat, le chef de la communauté chypriote turque des 11, 12 et 13 janvier.

8 février: Le Comité central du parti socialiste *EDEK* décide de se retirer du gouvernement pour protester contre la gestion de la question chypriote par le président Christofias.

11 février: Selon Eurostat l'économie chypriote a connu une récession de 0,3% au cours du 4^{ème} trimestre 2009.

23 février: le parti démocratique *DIKO* décide de rester dans la coalition gouvernementale.

2 mars: Prestation de serment de deux nouveaux ministres nommés en remplacement des deux ministres du parti socialiste *EDEK* démissionnaires:

Mme Erato Kozakou Marcoullis remplace Nicos Nicolaïdes au ministère des Communications et des Travaux publics et Dimitris Eliadés succède à Michalis Polynikis au ministère de l'Agriculture.

5 mars: La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a déclaré irrecevable la plainte d'une famille chypriote-grecque privée de ses biens dans le Nord de Chypre depuis 1974; une décision qui va s'appliquer à 1.475 affaires analogues.

Dans leur décision, les juges européens rejettent la plainte en estimant que tous les recours internes n'ont pas été épuisés.

Ils rappellent qu'il existe depuis 2005, à la demande de la CEDH, une commission d'indemnisation instituée après l'adoption par "la République turque de Chypre du Nord (KKTC)" d'une loi sur l'indemnisation des biens immobiliers à l'intérieur des frontières.

22 mars: Visite de l'Archevêque de Chypre, Chrysostomos II, en zone occupée - première visite depuis 1974 - au monastère du Saint Apôtre André, qu'il souhaite pouvoir restaurer et au monastère du Saint Apôtre Barnabé.

30 mars: Les dirigeants chypriotes, grec et turc, se sont dits convaincus qu'ils arriveront un jour à un règlement global permettant de réunifier l'île de Chypre divisée depuis plus de 30 ans, dans un communiqué conjoint publié après une rencontre sous l'égide du conseiller spécial du secrétaire général de l'ONU sur Chypre, Alexander Downer.

Grèce: 16 octobre 2009 - 31 mars 2010

16 octobre: Le gouvernement obtient un vote de confiance à la Chambre des députés par 160 voix (*Pasok*) contre 140 (*Nouvelle démocratie, Syriza, Laos, KKE*).

27 octobre: Huit immigrants clandestins se noient au large de l'île de Lesbos.

11 novembre: La Commission européenne a estimé qu'aucune mesure efficace n'a été prise par Athènes pour faire dévier la détérioration accrue de sa situation budgétaire en 2009 (12,7 pour cent, selon les prévisions d'automne, se substituant aux 6,7 pour cent indiqués par le gouvernement précédent). La Commission a recommandé au Conseil de conclure que la Grèce n'a pas pris de mesures efficaces, conformément à l'article 104 du traité de l'Union européenne.

29 novembre: Antonis Samaras est élu par un collège électoral de 700 000 personnes président de la *Nouvelle Démocratie* en remplacement de Costas Caramanlis démissionnaire. A. Samaras, ministre de la Culture dans le gouvernement sortant obtient 50,18 % des voix contre 38,76% à Dora Bakoyannis et 10,06% à Panayiotis Psomiadis.

24 décembre: La Chambre des députés adopte le budget 2010 par 160 voix (*Pasok*) contre 140.

26 décembre: Incendie du cargo grec «*Aegean Wind*» au large du Venezuela. 9 membres d'équipage sont disparus.

12 janvier: Un bateau de la police portuaire turque a heurté mercredi un patrouilleur grec en mer Egée au large de l'îlot inhabité de Imia.

14 janvier: Le Conseil des ministres adopte le Programme de stabilité de croissance qui prévoit de ramener en 2010 le déficit budgétaire de la Grèce de 12,7% à 8,7% du PIB. Ce déficit sera réduit à 5,6% en 2011 et à 2,8% en 2012.

25 janvier: Le Premier ministre grec, Georges Papandréou, a appelé son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, à une relance des efforts de rapprochement bilatéral, dans sa réponse à une lettre que lui avait envoyée en novembre le dirigeant turc. Dans son courrier il invite M. Erdogan, à effectuer une visite officielle en Grèce.

3 février: Le président de la République Karolos Papoulias a été réélu pour un second mandat de 5 ans par la Chambre des députés en obtenant 266 voix sur 300. Le *Pasok*, la *Nouvelle démocratie* et le parti de la droite nationaliste *Laos* ont voté en faveur de cette réélection, les partis de gauche s'abstenant de voter.

16 février: Le Premier ministre grec rencontre à Moscou le Président Dmitri Medvedev et le Premier ministre russe Vladimir Poutine.

3 mars: Le gouvernement grec complète le dispositif d'accroissement des recettes de l'Etat prévu dans le budget de l'Etat de cette année et qui comprenait un impôt sur les grandes fortunes par des augmentations d'impôts (une hausse de la TVA de 19 à 21%, des taxes plus lourdes sur le tabac, l'alcool et l'essence) et une forte réduction des traitements des fonctionnaires. Au total ces mesures devraient apporter à l'Etat 4,8 milliards d'euros.

7 mars: Rencontre à Paris du Premier ministre grec avec le président Nicolas Sarkozy, qui affiche la solidarité de la France avec la Grèce.

8-9 mars: Visite du Premier ministre grec à Washington. où il est reçu par le Président Obama, qui décide la suppression des visas pour les Grecs se rendant aux Etats Unis.

25 mars: Les chefs d'Etat et de gouvernement des 16 Etats de la zone euro se sont accordés sur un plan d'aide à la Grèce, qui comprend des prêts bilatéraux de ces Etats à Athènes de l'ordre de 20 à 22 milliards d'euros. Doit s'y ajouter un complément de prêts du FMI. La Grèce s'est déclarée satisfaite de ce plan d'aide auquel elle fera appel seulement en cas de besoin.

28 mars: Un jeune Afghane a été tué à Athènes par l'explosion d'une bombe à l'extérieur d'un bâtiment de la Société grecque d'administration des entreprises (EEDE). Cet attentat a été attribué à l'organisation terroriste anarchiste *Conspiration des cellules de feu*, qui a toutefois nié l'avoir commis.